FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 106 50 F

1er au 15 mars 2001

► PORTRAIT : **Bertrand Delanoë** (p.1-2)

► POLITIQUE : (p.3-4-13)

► LOBBIES : (p.5)

► DOSSIER : **Jean Tibéri et la communauté juive** (p.6-10-11)

► ETRANGER : (p.12)

► KIOSQUE : (p. 14-15)

► POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.16)

INDEX

Annaud J.-J.....p.15
Balladur E.........p.3
Bauer A............p.5
Baudis D.........p.13
Bayrou F. p.3
Bergé P............p.14
Berger J.-L........p.4
Black E. p.12
Blanc J. p.3
Brédin F. p.4
Bush G............p.16
Bush G.W.. .....p.12
Chirac J........p.5/13
Clinton B.....p.3/12
Cohen M...........p.4
Devedjian P.......p.4
Dumas A...........p.4
Dun R..............p.15
Fabius L..........p.14
Fillon F.............p.3
Galy-Dejan R. ..p.3
Hajdenberg H...p.10
Joxe P. p.2
Jonquet T. p.4
Jospin L. p.1
Juppé A..........p.2/4
Klarsfeld S........p.4
Kouchner B. p.2
Lagardère A....p.14
Lang J. p.2
Le Lay P..........p.14
Mitterand F. p.1
Morin E...........p.14
Papon M. p.4
Pasqua C......p.6/13
Polin R............p.15
Poulet R. p.15
Raspail J..........p.15
Robert A. p.6
Sarre G. p.1/2/3
Sautter C.........p.14
Schilly O.........p.12
Schröder G......p.12
Séguin P.........p.3/4
Sirat R.-S. p.10
Sirven A...........p.4
Sitruk J............p.10
Strauss-Kahn D. p.2/13/14
Tibéri J....p.6/10/11
Vaillant D..........p.1
Veil S...........p.4/11
Wiesel E..........p.11

PORTRAIT — BERTRAND DELANOË

Dans un mois, ce sénateur socialiste méconnu devrait être maire de Paris. Quelle revanche pour celui qui, bien que n°3 du PS en 1981 ne fut jamais ni ministre ni même secrétaire d'Etat.

Qui conduisait les listes socialistes aux élections municipales de 1995 à Paris ? A cette question, aucun député socialiste interrogé n'a été capable de répondre il y a quelques mois, y compris le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, **Jean-Marc Ayrault**, qui a même assuré que ce n'était pas, en tout cas, **Bertrand Delanoë**. Las, c'était déjà Bertrand Delanoë ! C'est dire l'épaisseur du personnage et les souvenirs qu'il suscite chez ses camarades. Encore récemment les Parisiens lui accordaient 26 % de bonnes opinions mais surtout 58 % d'opinions indifférentes (sondage Sofres, juin 1999). *Le Point* (27 octobre 2000) rapporte ce propos d'un responsable socialiste parisien : « Delanoë et Paris, c'est comme **Michel Blanc** et les femmes dans le film *Les Bronzés*, sur un malentendu, ça peut marcher ! »

Bertrand Jacques Marie Delanoë est né à Tunis (Tunisie) le 30 mai 1950. Très attaché à la Tunisie, il a acheté un appartement à Bizerte. Ce petit-fils de marins malouins est le fils d'**Auguste Delanoë**, géomètre coopérant d'origine franco-italienne, et d'**Yvonne Delord**, infirmière d'ascendance britannique. Par son père, il se rattache à la droite conservatrice athée et par sa mère à la droite catholique : l'une de ses sœurs est religieuse. Lorsque la famille rejoignit, pour raisons professionnelles la métropole, en 1964, la famille se sépare. Le père s'installe à Auch, la mère et les enfants à Rodez. C'est dans cette ville que se trouve la maison-mère de la congrégation où était entrée sa fille. Elle y sera donc engagée. Passé par l'Institution Sainte-Marie de Rodez et la faculté de droit de Toulouse, cet ancien soprano (à six ans) des Petits Chanteurs à la Croix de Bois va fréquenter un petit groupe marginal local rêvant à d'autres cieux : « Dans l'entrée de l'immeuble, face à l'hôtel d'Armagnac, en plein centre-ville, il fallait soulever une trappe presque invisible. Puis descendre un escalier tout raide. Un tourne-disque jouait *Night in White Satin* […] Dans un coin, un matelas était posé. Officiellement pour accueillir des manteaux mais parfois aussi des amoureux en fin de slow. Au beau milieu des années 60, la cave faisait jaser les âmes bien-pensantes qui l'avaient vite désignée comme un lieu de perdition. La presse locale s'était même fendu de quelques articles effarouchés (*Le Nouvel Observateur*, 18 janvier 2001). »

Il finira par semble-t-il obtenir une maîtrise de sciences économique (le *Who's Who* indique un « diplôme d'études supérieures d'économie politique »), se tournant très vite vers la politique. En 1965, il oscille entre **Jean Lecanuet** et **François Mitterrand**, avant d'avoir, en 1969-1970 « une sorte de sympathie intellectuelle pour le PSU » (*Le Monde*, 19 mai 1985). Rallié finalement au Parti socialiste, en 1972, il hésite entre le Ceres, les poperénistes puis opte pour Mitterrand. Ce jeune apparatchik participe donc, avec sa bénédiction, à l'émanation des « mollettistes » de son département, étant promu, en 1973, secrétaire de la fédération PS de l'Aveyron. Flamboyant et portant beau, il a été repéré par **Jean-Claude Colliard** et **Maurice Benassayag**, animateur des réseaux mitterrandiens puis fabiusiens que l'on retrouvera à l'Elysée. Ils l'incitent à rejoindre la capitale. D'autant que dès l'année suivante, il est invité à Latche par Mitterrand en personne. Il se fera donc engager au bluff (il se prétend diplômé d'HEC) chez Bitumes spéciaux à Paris, mais, très vite, devient permanent du PS, officiellement comme collaborateur de **Louis Mermaz** au secrétariat national aux entreprises.

En réalité, il doit conduire à Paris le même travail qu'il a effectué dans l'Aveyron : récupérer la capitale aux chevènementistes **Georges Sarre** et **Michel Charzat**, en éliminant petit à petit les différentes factions, du Cérès aux mauroyistes, en passant par les rocardiens, pour le seul compte de Mitterrand. Rapidement, il devient premier secrétaire adjoint de la fédération. Dès 1977, alors qu'il n'a que 27 ans, il obtient sa première reconnaissance officielle comme conseiller de Paris. Secrétaire national adjoint en charge de la presse, il s'agglutine très vite à un obscur militant recommandé par Mitterrand, **Lionel Jospin**, qu'il aura pour charge de cornaquer dans le XVIIIe arrondissement. Avec ce dernier, ainsi que **Daniel Vaillant** (*F&D* 28), **Claude Estier** et quelques autres, il constitue « la bande du XVIIIe », véritable garde rapprochée du futur Premier ministre. En 1978, alors qu'il aurait pu prétendre à un poste de député, il se sacrifie au profit de Jospin (qui sera finalement battu).

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

PORTRAIT

(Suite de la page 1)

A seulement 31 ans, à la faveur de la « vague rose », il est élu député de la 26e circonscription de Paris face à l'indéboulonnable gaulliste **Joël Le Tac** qui avait basculé en faveur du futur président de la République socialiste entre les deux tours. Las, les électeurs de droite, excédés par la volte-face de leur élu (34 % d'abstentions), ne se déplacèrent pas et « Mickey », comme Bertrand Delanoë avait été surnommé, fut élu. Flambeur et flambard, ce symbole de la « politique paillettes » fut alors de toutes les fêtes à l'époque du socialisme triomphant. Ami de **Cyrille Collard** et de **Pascal Sevran**, il nichait alors à Montmartre, à deux pas du *Moulin Rouge*. « Il avait une gueule d'avenir, la main sur l'appareil, note *Marianne* (février 2000). A Montmartre, il était pilier d'une bande, noctambule et joyeuse, qui tournait autour de l'astre Dalida. Delanoë défendait *NRJ*, la radio panthère, tout était fête et il n'y avait pas que **Jack Lang** à étinceler. » Pour ses 40 ans, il devait organiser une « méga-soirée » à deux ou trois encablures de l'*Olympia*. En parallèle du Palais-Bourbon, cet oiseau des nuits parisiennes fonctionnait comme conseil de la radio privée *NRJ*, qui fut à l'origine de le plus grande manifestation d'adolescents depuis l'après-guerre lorsque la Haute autorité de l'audiovisuel tenta de réduire la puissance de ses émetteurs. « Bertrand Delanoë ne nie pas y avoir joué un rôle important, y compris financier. "Mais je ne me rappelle plus qui donnait quoi…" (*Le Nouvel observateur*, 18 janvier 2001). »

A l'Assemblée, conscient des réalités politiques, il devait présider le Groupe d'amitié parlementaire France-Egypte mais aussi la vice-présidence du Groupe parlementaire d'amitié France-Israël et la présidence de l'Intergroupe parlementaire des députés membres de la Ligue de droits de l'homme. Sélectionné très jeune au sein du Grand Orient de France (dont il se serait éloigné il y a une dizaine d'années, avant de s'en rapprocher ces dernières années), il a aussi appartenu à la Fraternelle parlementaire. Au sein du Parti socialiste, où son ami Lionel a pris les commandes, il continue à progresser même s'il est marginalisé : comment expliquer sinon, alors qu'il est devenu le n°3 du Parti socialiste, secrétaire national aux fédérations depuis 1983 (remplaçant **Paul Quilès**, qui le lui devait bien, lui ayant littéralement arraché la tête de liste à Paris) et porte-parole du PS, en charge notamment de la campagne législative de 1986 qu'il soit, coup sur coup, éloigné de le tête de liste aux élections municipales à Paris en 1983 (il devra céder la tête de liste successivement à **Paul Quilès** et **Pierre Joxe**), qu'il ne soit jamais nommé au gouvernement alors qu'il a largement participé au triomphe de la « Mitterrandie », ni même qu'il n'obtienne de place en 1986 alors qu'il est député sortant. Il tentera un temps de se réimplanter à Rodez puis à Avignon (outre la Haute-Savoie et la Mayenne), avant de déclarer forfait, ayant été grossièrement retoqué. De même il échouera à un parachutage aux sénatoriales dans les Hauts-de-Seine. Autant de rebuffades qui le conduiront à prendre du recul avec la politique et à mesurer dès lors ses décisions et ses propos, lui qui était connu pour ses colères homériques et ses quasi-crises de nerfs lorsque tout ne fonctionnait pas comme il le souhaitait. *Le Figaro* (11 février 2001) évoque ainsi son « caractère autoritaire et sa propension "à ne voir qu'une seule tête" […] une autorité qui confine à l'autoritarisme, lui vaut quelques broncas ». « Il m'a fallu du temps, avoue-t-il, pour régler mes conflits intérieurs. Il m'a parfois été difficile de rendre compatible la vie politique avec la vie tout court. »

En novembre 1985, il démissionne donc, après avoir été littéralement hué par les militants au congrès de Toulouse, n'ayant cessé d'attiser la querelle fratricide entre Jospin et Fabius pour prendre la tête de la campagne de 1986. « Beaucoup disent encore que la brutalité de ses réactions et la violence de son caractère firent petit à petit le vide autour de "Lionel" (*L'Express*, 15 février 2001). » Il devait sans doute aussi souffrir de la déconfiture de son frère, **Jean-Yves Delanoë**, qui défraya la chronique judiciaire en Bretagne comme codirigeant de l'Internationale cotonnnière de Fougères, qui fit une faillite retentissante (cf *La Gazette du Palais* du 22 mars 1987). Il va donc s'investir dans la vie professionnelle comme attaché de presse et conseil en publicité, faisant fructifier ses contacts politiques engangés en une quinzaine d'années de militantisme : il décrochera nombre de contrats (Framatome, Thomson, Mnef, ministères), ayant eu le pied mis à l'étrier par son ami **Daniel Robert**, de l'agence Robert & Partner. A cette époque, on le croise à Saint-Barthélémy, où, avec des projets mirifiques, il envisage de s'installer. Il achètera même un yacht, *Le Phèdre*, pour accueillir ses amis en Méditerranée. Par la suite, il se fera engager au service communication du groupe Thomson, dirigé par le chevènementiste **Alain Gomez**. En parallèle, il conserve quelques fonctions au sein du Parti socialiste : membre du comité directeur depuis 1979, membre du bureau exécutif de 1983 à 1987.

Alors qu'il avait été un temps pressenti pour conduire la liste socialiste en 1983, il ne sera même pas réélu au Conseil de Paris et il faudra à ce simple conseiller d'arrondissement attendre, en 1986, la démission de **Lionel Jospin**, parti pour la Haute-Garonne, pour y réapparaître. A l'époque, Paris est sous la coupe totale de **Jacques Chirac**, qui renouvellera son « grand chelem » (les vingt arrondissements de Paris à droite) en 1989, et les dignitaires socialistes préfèrent des terrains sûrs aux terres de mission. Chargé du journal des « jospiniens », *Idées-Forces*, il sera donc candidat en 1988 aux élections législatives dans le XVIIIe arrondissement, à la suite du forfait de Jospin, face à un **Alain Juppé** sûr de lui.

En 1993, celui qui paraît être devenu un « passe-muraille » va bénéficier d'un nouveau concours de circonstances très favorables : l'ancien ministre de la Défense (démissionnaire en janvier 1991) **Jean-Pierre Chevènement** ayant décidé de scissionner du Parti socialiste afin de créer le Mouvement des citoyens, son représentant parisien, **Georges Sarre**, démissionne alors de la présidence du groupe socialiste au Conseil de Paris. Comme le poste n'intéresse personne, il revient sans difficultés à Delanoë, qui bénéficie de l'appui du patron de la fédération socialiste de la capitale, **Jean-Marie Le Guen** (qu'il éliminera pourtant des listes en 2000 après l'inculpation de ce dernier dans l'affaire de la Mnef. Il faut dire que Le Guen avait tenté de l'éliminer des sénatoriales en 1995), et de son adjoint (homosexuel) **Patrick Bloche**, aujourd'hui patron de la fédération de Paris, qui préfèrent le soutenir plutôt que l'ancien chevènementiste **Michel Charzat**. En 1995, enfin, il conduit pour la première fois la liste socialiste à Paris, gagne, à la surprise générale, six arrondissements à la gauche face au RPR **Jean Tibéri**, et, dans la foulée, devient sénateur de Paris. Il sera donc associé à la campagne présidentielle de Jospin mais prendra assez mal, vu son succès, de ne pas y être plus étroitement intégré.

La capitale est devenue peu à peu le champ clos des groupes de pression communautaires ou communautaristes, à commencer par les homosexuels. Le 22 novembre 1998, au cours de l'émission *Zone interdite* sur *M6*, Bertrand Delanoë, familier des *Gay Pride* et membre actif du Centre gai et lesbien, sera donc l'un des premiers à faire son « *outing* », c'est-à-dire à révéler son homosexualité. Un sujet, connu évidemment du petit cénacle germanopratin, mais sur lequel il avait été longtemps discret. Il souhaitait évacuer par avance le problème, concluant l'émission par : « Mon souhait le plus cher, c'est que tout le monde s'en fiche. » Depuis lors ses positions se sont pourtant nettement affirmées, même si cet homme, connu pour sa vie agitée (du moins passée) tente de ne plus être confiné dans « le rôle du pédé de service » (*Paris-Match*, janvier 2001). Il s'est ainsi récemment prononcé, en cas de victoire, à la participation des homosexuels aux manifestatins de cérémonies commémorant la Shoah, faisant fi de toute réalité historique (cf le premier n° des *Etudes révisionnistes*).

La chance va lui sourire à nouveau en 1999, lorsque la capitale est pratiquement promise au ministre de l'Economie, des Finances et du Budget **Dominique Strauss-Kahn**. L'affaire de la Mnef puis la « casette **Méry** » lui seront fatales. Il en sera encore de même avec **Jack Lang**, un peu trop vite rapatrié de Blois, qui sera sans doute retoqué par les militants parisiens mais surtout nommé au gouvernement trois jours avant la désignation finale par **Lionel Jospin** qui rendait ainsi un fier service à celui qui lui avait ouvert les voies de l'Assemblée. Depuis lors, il a soigneusement éliminé toute personnalité pouvant lui faire éventuellement de l'ombre, tel **Bernard Kouchner** dans le XIVe arrondissement.



POLITIQUE

► Message à nos abonnés. 1) On nous reproche souvent de vendre nos livres trop chers. C'est faux, vu la quantité d'informations qui y sont contenues, le corps très faible, etc. Faites donc un très bon accueil à l'encart publicitaire, contenu dans ce n°, puisque tous nos ouvrages sont exceptionnellement proposés avec environ 50% de réduction. Cela nous permettra d'assurer une partie du financement du second tome de l'*Encyclopédie politique française* (qui sera également proposée en souscription). 2) Merci à tous nos lecteurs qui se réabonnent sans de multiples lettres de relance. 3) Les élections municipales sont très proches. Pensez à nous envoyer toutes les professions de foi, journaux, bulletins de votes et listes que vous pourrez récupérer. Merci par avance.

► L'arrivée sur la place de Boulouris d'un bateau chargé de 910 Kurdes en parfaite santé, pour la plupart *yezidis* (adorateurs du diable), apparaît comme une première réponse de la Turquie à l'adoption par le Parlement français d'une reconnaissance du « génocide arménien ». Pratiquant des rites secrets, les Yezidis, qui reconnaissent le Christ parmi leurs prophètes, constituent une « petite église » qui ne peut être raccrochée à l'islam. Comme en plus, ils soutiennent les Arméniens et sont de souche indo-européenne, ils sont détestés par les Turcs qui poussent à leur émigration. En Europe, leur communauté est principalement implantée en Allemagne (et en Alsace), ce qui explique que plusieurs d'entre eux aient déjà été arrêtés outre-Rhin.

► Il apparaît comme impossible que ces 910 Kurdes, qui ont quitté l'Irak par camions, aient pu traverser la Turquie et séjourner trois semaines dans un village côtier sans se faire remarquer par l'armée. Le rapport du préfet note que ces Kurdes, à la différence des Kosovars qui avaient été accueillis de la même manière et étaient très satisfaits de leur sort, ont manifesté un très vif esprit militant, ayant multiplié dès leur arrivée les revendications quant aux conditions d'hébergement et de nourriture. De fait, les Yezidis sont généralement beaucoup plus instruits et mieux formés que les Irakiens de la même région.

► Un rapport prémonitoire prévenant du danger avait en outre été établi par la DGSE, à partir d'une note de ses homologues turcs, dès la reconnaissance du « génocide arménien », lui indiquant que la France venait de perdre un puissant allié contre l'immigration clandestine. Et de fait, jusqu'alors tous les émigrés passant par la Turquie débarquaient sur les plages italiennes.

► La déconfiture de la CAMIF, coopérative des enseignants et n°3 français de la vente par correspondance, avec 600 millions de F de pertes sur les deux seuls derniers exercices, pose de nombreux problèmes au gouvernement. Non seulement le plan social a été rejeté par le ministère de l'Emploi, mais nombre d'« anomalies » pourraient se faire jour, en particulier la présence parmi les « chargés de mission » ou « conseils » de nombreux responsables socialistes.

► Au sein du comité de soutien à **Georges Sarre**, maire chevènementiste du XIe arrondissement de Paris, figurent le général **Pierre Gallois**, familier de *Radio-Courtoisie*, et le psychanalyste vibrionnant d'extrême gauche **Gérard Miller**.

► Tête de liste séguiniste dans le XVe arrondissement de Paris, **Edouard Balladur** est un adepte des méthodes staliniennes : dans son journal de campagne, il a fait caviarder toutes les photos où figurait le maire sortant, **René Galy-Dejean**, qui conduit sa propre liste.

✷ La scandaleuse amnistie (qui pourrait être annulée par le Congrès) accordée par l'ex-président **Bill Clinton** au multi-milliardaire israélo-américain **Marc Rich**, reconnu coupable de multiples crimes et délits financiers, par ailleurs très gros donateur du Parti démocrate, n'a pu être obtenue qu'en raison d'une très importante campagne de solidarité internationale, orchestrée par le Mossad, dont Rich était secrètement membre depuis une vingtaine d'années. Même si la presse française s'est bien gardée d'en parler, parmi la pléïade de personnalités ayant demandé cette amnistie figure le Grand Rabbin de France **René-Samuel Sirat**, par ailleurs vice-président de la Conférence des rabbins européens (à ces côtés, **Abraham H. Foxman**, directeur national de la Ligue Anti-Diffamation du B'naï B'rith, le rabbin **Iring Greenberg**, président de l'US Holocaust Memorial Museum, etc.).

► Les Verts du XVIIe arrondissement n'ont pas fait seulement figurer en second, **Camille Cabral**, médecin transsexuel d'origine brésilienne (*F&D* 104) : il ont complété le tableau en offrant la queue de liste à **Ovidie**, actrice pornographique féministe issue de l'ultragauche.

► Le président du conseil régional Languedoc-Roussillon **Jacques Blanc** vise un siège de sénateur en septembre. Il ne cesse donc de distribuer des Médailles de l'Assemblée nationale (qui n'ont aucune valeur) tant et si bien qu'à la dernière réunion de l'Amicale des maires de Lozère, il en a même manqué. Les déçus la recevront par la poste.

► La liste RPR dans le IVe arrondissement de Paris, qui concentre une bonne partie de la communauté homosexuelle, est conduite par **Vincent Roger**, séguiniste de 31 ans présenté comme « hétéro » mais qui dénonce quand même « l'archaïsme de la droite anti-PACS ». Présent aux deux dernières *Gay Pride*, il est en étroit contact avec le président du Syndicat national des entreprise gaies (SNEG) à qui il a demandé son « cahier des charges et de doléances ». Cofondateur du Rassemblement pour une autre politique (aux initiales RAP très significatives), ce proche de **François Fillon** a été coresponsable (avec **Florent Longuépée**) des jeunes RPR avant de devenir chef de cabinet de **Philippe Séguin**, s'occupant plus particulièrement des « réseaux Séguin ». Que 1996 paraît loin, lorsque le maire RPR de l'arrondissement **Pierre-Charles Krieg** avait interdit aux commerçants gays d'arborer des drapeaux arc-en-ciel trop voyants.

► Dans un premier temps, c'est l'UDF **Philippe Meynard**, qui aurait dû conduire la liste, mais cet homosexuel qui avait fait son « coming out » en août 1999, a finalement préféré conduire la liste UDF officielle dans la commune de Gironde où il était adjoint au maire, Barsac. A noter que **François Bayrou** l'a récemment propulsé secrétaire national de l'UDF aux « questions de société ».

POLITIQUE

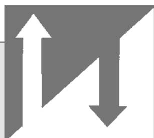
Pour avoir oser demander la libération anticipée de **Maurice Papon**, l'ancien président du Conseil constitutionnel et ancien Garde des Sceaux **Robert Badinter** vient d'être mis au ban de la communauté juive. Son nom vient d'être écarté, à l'unanimité, de la liste des « sept personnalités qualifiées », où son nom avait pourtant été évidemment retenu, pour participer au conseil d'administration de la nouvelle Fondation pour la mémoire de la Shoah (présidée par **Simone Veil**).

▶ Député européen socialiste (il est vice-président de la délégation Israël-Europe) et maire de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), **François Zimeray**, également ancien vénérable de loge du B'naï B'rith, vient d'entrer au comité directeur de France-Israël. A noter également la cooptation de Me **William Goldnadel**, avocat très en pointe dans les milieux sécuritaires proches du RPR.

Dans le IXe arrondissement de Paris, cet avis est actuellement diffusé dans de nombreuses boites aux lettres. Après vérification, il ne s'agit pas malheureusement d'une plaisanterie.

> Bonjour,
> Je suis homosexuel et je souhaite élever un enfant.
> C'est pourquoi je recherche une femme enceinte qui ne souhaite pas élever son enfant, qui a dépassé le délai légal d'avortement et dont le géniteur est inconnu ou refuse sa paternité.
> Je reconnaîtrai l'enfant à la naissance. Cela rendra service à la mère, à l'enfant, ainsi qu'à moi-même.
>
> Tél. 06.66.28.[redacted] (Pierre).
> Discrétion assurée.
> Annonce sérieuse - Plaisantins s'abstenir, merci.

EN HAUSSE



● **Thierry Jonquet**. Habitant Belleville, cet excellent auteur de romans policiers, qui a milité à la Ligue communiste puis à Lutte ouvrière et figure au comité de soutien à Bertrand Delanoë, s'inquiète depuis longtemps des dérives ethniques et de la mutation de son quartier, espérant « que les jours redeviennent tranquilles à Belleville » en cas de victoire de la gauche. Même s'il se trompe, il note avec bon sens (*Le Parisien*, 11 février) : « Certaines écoles sont aujourd'hui majoritairement turques ou majoritairement asiatiques. Dans vingt ans, ces enfants auront grandi de façon complètement différente des autres, dans un cadre séparé. Il ne faudra pas s'étonner alors que se produisent des affrontements interethniques ! » Des propos repris dans ses derniers romans, ce qui lui a valu de vives attaques de l'extrême gauche.

EN BAISSE

● **Patrick Devedjian et Philippe Séguin**. Poursuivant sa dérive humanitariste, le premier, porte-parole du RPR, qui s'est rendu sur place, a apporté très tôt son soutien aux Kurdes clandestins, déclarant : « Nous n'avons pas d'autre choix que de soutenir leur misère et de les accueillir naturellement. Vous ne voulez pas les rejeter à la mer ? » Il devait en être évidemment de même de Philippe Séguin qui fut le premier, le samedi 17 février, à prendre position en faveur de l'accueil de ceux qu'il qualifia, sans rire de « naufragés ». Sur la radio communautaire juive *Radio J*, il devait asséner, sans jamais craindre le ridicule : « Il est hors de question de renvoyer ces 900 Kurdes. L'Europe se déshonorerait en le faisant. Nous n'allons pas nous mettre au niveau des négriers en les renvoyant à Saddam Hussein. »

▶ Après avoir recruté l'ex-ministre socialiste **Frédérique Bredin** pour s'occuper de la stratégie multimédia de Lagardère Média, **Arnaud Lagardère** se borde à droite avec **Isabelle Juppé**, l'épouse de l'ex-Premier ministre RPR **Alain Juppé**, chargée à mi-temps de « faire de la veille sur Internet ». Son arrivée dans le groupe a été particulièrement discrète puisqu'elle vient d'être révélée alors qu'elle a été embauchée en novembre 2000.

▶ Me **Serge Klarsfeld**, qui doit plaider à Paris à partir du 2 mars au procès par contumace d'Aloïs Brunner, vient d'acquérir la nationalité israélienne. Il a personnellement reçu son second passeport, puisqu'il conserve le français, lors d'une cérémonie au ministère israélien des Affaires étrangères à Jérusalem. Il aurait l'intention d'effectuer son *alyah* (retour) d'ici quelques années.

▶ Friande de détails sur **Alfred Sirven**, le pivot des affaires financières d'Elf-Aquitaine, la presse, faute d'être informée, a été très discrète sur sa généalogie. Il est pourtant, par sa mère, le petit-fils d'**Alfred Dumas**, sous-préfet de Villefranche-de-Lauragais, qui avait acheté le château du Valès, dans l'Aude, à côté du village de Montmaur. Célèbre pour ses tenues extravagantes, sa fille, connue sous le surnom de « **Nanette** » mena grand train dans les années folles sur la Côte d'Azur. A Cannes, elle s'entoura d'une bande d'amis parmi lesquels figurait un certain **Sirven**, fils du propriétaire des célèbres Cachous Lajaunie et d'une grosse imprimerie toulousaine. Elle eut un fils de lui et le harcela tellement qu'il finit par l'épouser et reconnaître l'enfant, né en 1927.

▶ Condamné pour « négationnisme » le 23 septembre, par la cour d'appel de Metz, à 12 mois de prison avec sursis, 40 000 F d'amende et 60 000 F de dommages et intérêts, plus les frais de justice et la publication du texte dans quatre journaux, le professeur de lettres classiques **Jean-Louis Berger** vient d'être contraint de verser 75 000 F sans étalement dans le temps et sans compter les frais, soit près de 100 000 F. En attente de la décision de la Cour de cassation, cet enseignant est également en passe d'être rayé des cadres de l'Education nationale.

▶ Selon les nouveaux chiffres des ministères des Affaires sociales et de la Justice, les acquisitions de nationalité se sont élevées en 1999 à 147 522 personnes, soit une augmentation de plus de 20%. Parmi eux, 67 569 immigrés ont été naturalisés ou réintégrés par décret, soit 10% de plus que l'année précédente. Il s'agit à 62% d'Aficains, alors que la part des Européens est en chute libre depuis dix ans, passant de 27 à 10%. L'acquisition par mariage avec un conjoint français est également en augmentation de 12%, concernant 24 000 personnes.

Alors que chaque année l'administration française affecte 300 000 F pour le financement du pèlerinage de fidèles musulmans de l'île française de Mayotte à la Mecque, la demande de subvention (pour une année seulement) par la communauté catholique pour envoyer des jeunes à Rome pour la Journée mondiale de la jeunesse a été rejetée.

LOBBIES

► Toujours prompts à prêcher la tolérance et la fraternité, les francs-maçons du Grand Orient de France sont-ils réellement civiques? C'est ce qu'on peut se demander à la lecture de la circulaire ci-dessous sur les étranges « agapes » qui se déroulent dans les temples de son siège, rue Cadet, à Paris. Il semble par ailleurs que les casiers des loges aient tendance à se transformer en garde-manger !

GRAND ORIENT DE FRANCE

PUISSANCE SYMBOLIQUE REGULIERE SOUVERAINE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

GRAND ORIENT DE FRANCE 5728

Paris, le 6 Février 2001

Le Grand Secrétaire aux Affaires Intérieures

AUX LOGES DE PARIS SE RÉUNISSANT À CADET

Vén∴ M∴,
Mon T∴ C∴ F∴,

Je suis au regret de devoir intervenir auprès de toi mais un certain nombre de dysfonctionnements nous empêchent d'avoir les locaux du 16 rue Cadet dans l'état de propreté qui serait souhaitable.

Je te rappelle que les agapes sont interdites en dehors du restaurant et du bar mais, compte tenu de la situation économique de certains At∴, je tolère que celles-ci aient lieu dans des salles de Comité afin que tous puissent se réunir autour d'agapes fraternelles.

Il est demandé de protéger les tables de Comité par des papiers et de mettre les déchets dans les sacs poubelles qu'il est souhaitable de fermer hermétiquement et de laisser sur place.

En dehors des Comités et sur les parvis, les agapes sont interdites.

Par ailleurs, je te demande de veiller à ne pas laisser dans les casiers des denrées périssables car nous serons dans l'obligation, lorsque la situation devient pestilentielle, de procéder à l'ouverture desdits casiers.

Ces conditions d'hygiène ne devraient pas être évoquées certainement avec ton At∴ mais les abus des uns compromettent la tranquillité des autres et je compte sur toi pour appliquer ces mesures dans le respect des personnels qui sont chargés de l'entretien de l'immeuble Cadet.

Je suis à ta disposition pour entendre toutes les suggestions que tu pourrais faire à ce sujet car, très souvent, nous sommes confrontés à des problèmes d'hygiène extrêmement désagréables.

Je te prie de croire, Vén∴ M∴ et T∴ C∴ F∴, à l'assurance de mes sentiments les plus fraternels.

Jean-Pierre GRASSON.

► Président de la Commission des affaires sociales,culturelles et familiales de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre socialiste **Jean Le Garrec**, par ailleurs membre de la Fraternelle parlementaire, était l'invité, le 26 février, de la loge L'Effort 83 pour y plancher sur *Le Mouvement social*.

G∴O∴D∴F∴ OR∴ de PARIS
R∴L∴ L'EFFORT 83

INVITATION

DE LA R∴ L∴ L'EFFORT 83

A UNE TENUE AU GRADE D'APPRENTI

LE LUNDI 26 FEVRIER 2001, à 20H15

En l'hôtel du G∴O∴D∴F∴, 16 rue Cadet, PARIS 9ème, Temple N° 3,

Notre F∴ **Jean LE GARREC**, Président de la commission des affaires sociales, culturelles et familiales à l'Assemblée Nationale, traitera du sujet :

« LE MOUVEMENT SOCIAL »

Invitations aux SS∴ et FF∴ de toutes obédiences amies, dans la limite des places disponibles.

► C'est dans la plus grande discrétion que le Grand Maître du Grand Orient de France **Alain Bauer** a été personnellement reçu par **Jacques Chirac**, à l'Elysée, le 13 février.

► Après la loge itinérante Liberté-Egalité-Fraternité du Grand Orient de France, tournant entre les diverses mairies nationalistes du sud de la France, la Grande Loge de France va tenter de reprendre pied à Orange, en inaugurant un nouveau temple à Piolenc (le précédent temple a brûlé), une commune toute proche, le 10 mars, en présence du Grand Maître **Jean-Claude Bousquet**, **Jean-Michel Balling**, **Albert Beissier**, **Michel Raday**, **Bernard Gerke** et **Antoine Leonetti**.

► Regroupant essentiellement des membres du Grand Orient de France, de la Grande Loge de France et de la Grande Loge féminine de France, la Fraternelle des anciens déportés présidée par **Sam Braun** (enregistrée originellement, avec **Marcel Lorin** et **Jean-Michel Rosenfeld**, comme Association des Francs-Maçons déportés, internés, résistants et politiques), c'est-à-dire le Cercle Mémoire et Vigilance, consacre son 3e colloque le 3 mars prochain, à la Maison de la Chimie à Paris, à *Non, on ne peut pas tout accepter*.

Cercle Mémoire et Vigilance
Association régie par la loi de 1901
14 rue Frédérick Lemaître – 75020 Paris

NON

On ne peut pas tout accepter

3ème colloque du Cercle Mémoire et Vigilance
Samedi 3 mars 2001, à la Maison de la Chimie
28 rue Saint-Dominique à Paris 7ème

Avec la participation de :
- le matin, de 9h30 à 12h30 : « Limites et vertus de la tolérance »

Mme Claudine Brelet, *docteur en Sciences Humaines*
M. Jacques Laffitte, *psychologue, spécialiste de la violence*
Mme Valentine Zuber, *Maître de Conférences à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes*
M. Alain Finkelkraut, *philosophe, professeur à l'Ecole Polytechnique*
M. Jean-François Kahn, *journaliste, directeur de « Marianne »*
M. Bruno Rebelle, *Directeur Général de Greenpeace- France*

- l'après-midi : de 14h30 à 17h30 : « Tolérance et spiritualité »

Professeur Jean Baubérot, *Président de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Président de séance*
Monseigneur Jacques Gaillot, *évêque de Parténia*
M. David Fuchs, *secrétaire général du Cercle Bernard Lazare*
M. Mohammed Mebtoul, *journaliste producteur-réalisateur de télévision*
Mme Ottilie Bonnema, *pasteur protestant de Saint-Cloud*
M. Jean Moreau, *professeur de lettres, membre du bureau national de la DDEN*
M. Jean-Maurice Dachary, *représentant le Grand Maître du Grand Orient de France*

Journalistes modérateurs : Mrs Jean-Jacques Cros et Marc Horwitz

Colloque organisé avec le soutien du Grand Orient de France et de la Grande Loge de France

► Une importante délégation de francs-maçons de plusieurs obédiences européennes (pour la France, la Grande Loge nationale française) et africaines, conduites par le Camerounais **Marcel Dobill**, Grand Maître du Grand Orient et loges unies du Cameroun, et président de la Conférence des puissances africaines et malgaches, organisatrice des 9es Rencontres humanitaires et fraternelles africaines et malgache, a été reçue le 3 février par le président du Cameroun et frère **Paul Biya** (également haut dignitaire Rose-Croix).

► Après un ouvrage consacré aux ouvrages maçonniques du XVIIIe siècle détenus à la bibliothèque lyonnaise de La Part-Dieu, **Jean-Paul Laroche** et **Michel Chomarat** cosignent un nouveau recueil, *Ouvrages maçonniques du fonds des jésuites*, contenus dans la Collection des Fontaines, aujourd'hui déposée à Lyon (nombreuses illustrations, index multiples notamment des loges, biographie et bibliographie).

DOSSIER

Jean Tibéri et la communauté juive

A plusieurs reprises, *Faits & Documents* a rapporté les multiples faveurs qu'a accordées le maire de Paris à la communauté israélite de Paris, allant très au-delà du simple soutien aux cultes ou aux communautés culturelles ou ethniques (du type « foyer culturel sénagalais »). Ces « attentions » se sont encore accélérées ces derniers mois, comme le montrent les documents que nous publions ci-dessous. A noter que ces véritables prébendes sont en général adoptées à la quasi-unanimité de tous les groupes politiques représentés. Le 8 novembre 2000, pour la 3e fois, il devait accueillir dans les somptueux salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, le Consistoire de Paris, pour un grand dîner de prestige, qualifié par *Tribune juive* (23 novembre) d' « événement en passe de devenir le *must* mondain annuel de la communauté parisienne et d'Ile-de-France ». Le même bimensuel évoquait chaleureusement « le repas fin », les « vins goûteux » et les « desserts raffinés », tous offerts par le maire, qui « a redit son amour d'Israël et du peuple juif tandis que son épouse allait de table en table souhaiter la bienvenue à ses hôtes ». A cette occasion, en présence de plus de 80 maires d'arrondissements et d'élus, il devait déclarer devant le gratin communautaire : « L'Hôtel de Ville est votre maison […] Dans la réalité parisienne, les communautés sont les piliers de la République. » Las, comme on le sait depuis, les soutiens de la communauté se sont singulièrement émoussés pour la prochaine élection lorsqu'elle a appris que parmi les têtes de listes (choisies au titre du mouvement de Charles Pasqua) figurait Alain Robert, cofondateur (pourtant repenti) d'Occident, d'Ordre nouveau et du Parti des forces nouvelles (cf nos précédents nos).

DIRECTION DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT
Sous-Direction de la Politique du Logement
Service d'Administration d'Immeubles

DLH-2000-398

Objet : Location par bail emphytéotique à l'association Consistoriale Israélite de Paris d'une partie du terrain communal situé à 42 à 44 Boulevard de Reims et 218 à 222, rue de Courcelles à Paris 17ème, en vue de la réalisation d'un centre culturel et cultuel.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mes Chers Collègues,

Par délibération du 2 juillet 1971, votre Assemblée s'est prononcée en faveur de la création d'une zone d'aménagement concerté dans le 17ème arrondissement. Cette zone s'étendait sur une surface d'environ 50 hectares le long de la limite Nord-Ouest de Paris, débordant la Porte d'Asnières à l'Est et la Porte des Ternes à l'Ouest. Elle était délimitée au Sud par les boulevards de Dixmude, de l'Yser, de la Somme et de Reims. L'ensemble de la zone est devenu propriété de la Ville de Paris en juin 1944.

Des équipements publics ont été réalisés dans le secteur concerné (îlot déterminé par les rues de Courcelles, Curnonsky, Raymond Pitet et le Boulevard de Reims).

La convention de concession de l'aménagement de la ZAC Champerret accordée à la SAEMA a expiré le 31 décembre 1994. Un terrain d'une superficie de 3 354 m^2, situé 42 à 44 Boulevard de Reims et 218 à 222, rue de Courcelles à Paris 17ème, est affecté provisoirement à la Direction des Parcs et Jardins, dans l'attente d'une affectation définitive.

Depuis de nombreuses années, le Consistoire Israélite de Paris est à la recherche d'un site dans le 17ème arrondissement permettant d'offrir à ses membres, domiciliés dans cet arrondissement, la possibilité de bénéficier d'activités socio-culturelles spécifiques.

Ce terrain communal permettant de répondre aux besoins du Consistoire, j'ai donné mon accord pour que l'association étudie un projet de construction d'un centre communautaire qui s'inscrirait dans la dimension socio-culturelle de l'Association.

Les études menées ont permis de conclure à la faisabilité du projet sur une parcelle d'une surface de 1 677 m^2, située à l'angle de la rue de Courcelles et du Boulevard de Reims.

Il s'agirait d'un centre cultuel et culturel fondé sur des activités culturelles, pédagogiques et sportives. L'avant projet présenté par l'Association prévoit la construction d'un immeuble de quatre niveaux élevés sur un niveau de sous-sol, dont la surface totale utile serait de 3 160 m^2 environ, qui comprendrait :

- un pôle d'activités culturelles et de réception, d'une surface de 710 m^2;
- un pôle d'activités pédagogiques qui abriterait l'Institut culturelles et de réception, qui abriterait l'Institut Européen des Hautes Etudes Hébraïques, (d'une surface de 1 260 m^2);
- un pôle d'activités cultuelles, (d'une surface de 380 m^2),
- un pôle administratif, (d'une surface de 240 m^2),
- un pôle résidentiel destiné aux logements des étudiants, (d'une surface de 840 m^2),
- un pôle d'activités sportives (terrain de sport, gymnase).

La parcelle communale serait mise à la disposition de l'Association Consistoriale Israélite de Paris, dans le cadre d'un bail emphytéotique, dont les conditions financières notamment seront soumises ultérieurement à votre assemblée.

Je vous prie, mes Chers Collègues, de bien vouloir en délibérer.

1) Présenté le 19 janvier 2001 au titre de la Direction du logement et de l'habitat, sous-direction de la Politique du Logement, service d'administration d'immeubles (alors que le projet ne concerne ni logements ni habitations, dépendant en outre de la Direction des parcs et jardins), le document ci-dessous montre que 1 677 m2 constructibles, dans l'un des meilleurs endroits de Paris, rue de Courcelles dans le XVIIe arrondissement, devaient être accordés par « bail emphytéotique » (c'est-à-dire *ad æternam* et dans des « conditions financières soumises ultérieurement » au Conseil de Paris, c'est-à-dire dans le flou le plus total et sans doute gratuitement) à l'Association consistoriale de Paris (c'est-à-dire le Consistoire de Paris dirigé par **Moïse Cohen**) en vue de la réalisation d'un « centre culturel et cultuel », fondé sur des activités culturelles, pédagogiques et sportives ». 3 160 m^2 utile, soit plus de 3 500 m2 en réel, seront créés, avec notamment un Institut européen des hautes études hébraïques, véritable *yéshiva* (école rabbinique et talmudique), et un « pôle d'activités cultuelles » (synagogue ?. A noter que le document, sans doute rédigé à la va-vite, est partiellement incompréhensible : qu'est ce qu'un « Institut culturelles et de réception » ? En cet endroit, le terrain constructible avec autorisation de création de 4 étages et d'un sous-sol vaut largement plus de 30 000 F le m^2, soit un cadeau potentiel d'au moins 50 millions de F. L'affaire était d'ailleurs cousue de fil blanc et l'accord du Conseil de Paris une simple formalité, puisque lors du dîner cité dans notre introduction, Moïse Cohen « évoqua un terrain porte de Champerret qui devait bientôt être alloué au Consistoire de Paris lui permettant de "combler une lacune importante dans l'ouest parisien". Sur ce terrain devrait s'élever d'ici 2003 un espace communautaire original » (*Actualité juive*, 16 novembre 2000).

2) Présenté en octobre 2000 au titre de la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé, l'association Jeunesse Loubavitch ou Beth Loubavitch s'est vue accorder d'une part une subvention exceptionnelle de 3,5 millions de F pour une crèche dans le XIXe arrondissement, d'autre part une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 875 000 F pour l'année passée, et enfin a obtenu une convention de la mairie de Paris pour le fonctionnement de cette crèche... qui devrait donc être ouverte à tous les bébés du quartier (on se reportera pour comprendre ce qu'il en sera dans la réalité avec le règlement d'une école Loubavitch de région parisienne publié dans *F&D* 34 où les fêtes légales ne sont pas respectées, où il est demandé les « prénoms hébraïques », où la norme est les « lois du Choul'han Aroukh » et non les règles de la République laïque, etc.). A remarquer que les Loubavitch, considérés par nombre de spécialistes (y compris israéliens) comme une véritable secte fondamentaliste millénariste, se sont vus interdire durant plusieurs années tout prosélytisme au sein de l'armée israélienne. On ajoutera que les locaux du mouvement loubavitch

(Suite page 10)

DOSSIER

(Suite de la page 6)

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE
DE L'ENFANCE ET DE LA SANTE

ASES-2000-0162 (ex 99-32)
DA ASES 00 A 225

Objet : **Association «Jeunesse Loubavitch ou Beth Loubavitch »** 8, rue Lamartine à Paris (9ème).
- Attribution d'une subvention d'équipement de **3 500 000 F.** pour l'aménagement des locaux de la crèche collective qu'elle gère 49/51, rue Petit à Paris 19ème.
- Attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement de **875 260 F.** représentant 18 jours de fonctionnement en 1999 et une année pleine en 2000.
- Autorisation à Monsieur le Maire de Paris de signer avec l'association une convention pour le fonctionnement de cette crèche.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

I/ OBJET DE LA DEMANDE

L'association " **JEUNESSE LOUBAVITCH ou BETH LOUBAVITCH** ", dont le siège est situé 8, rue Lamartine à Paris (9ème) sollicite l'attribution d'une subvention d'équipement pour la construction d'une crèche collective de 60 berceaux, insérée dans un complexe immobilier à usage scolaire et socioculturel, situé 49/51, rue Petit à Paris 19ème dans la ZAC Manin Jaurès.

Les places sont inscrites au Contrat Enfance N°2.

La Ville de Paris a accordé, par délibérations des 23 octobre 1995 et 29 septembre 1997, deux garanties d'emprunt, respectivement de 10 et 20 MF. pour l'ensemble de l'opération de construction.

En ce qui concerne le fonctionnement, une subvention exceptionnelle est demandée pour assurer, à compter du 13 décembre 1999, les moyens nécessaires à l'accueil de 60 enfants inscrits, âgés de 2 mois et demi à 3 ans, soit 18 jours de fonctionnement en 1999 et une année pleine en 2000.

A compter de 2001, la subvention de fonctionnement de cette crèche serait calculée selon le dispositif en vigueur dans les crèches collectives associatives, régies par une convention-type, approuvée par le Conseil de Paris les 12 et 13 décembre 1994.

II/ PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association « Jeunesse Loubavitch ou Beth Loubavitch », déclarée à la Préfecture de Police le 9 avril 1970, a pour objet, depuis le 13 mars 1997 : « le développement culturel et la promotion de l'Action Sociale

Elle a été reconnue d'utilité publique par décret du 11 janvier 1995, modifié par arrêté du 13 mars 199[illegible].

Le Conseil d'Administration est présidé par Monsieur ZYSLIN AZIMOV.

Le siège social est situé 8, rue Lamartine à Paris 9ème.

L'association gère déjà dans le 19ème arrondissement un ensemble scolaire et une crèche collective agréée depuis le 6 juillet 1987 pour 15 berceaux , 25, rue Riquet.

III/ SITUATION FINANCIERE DE L'ASSOCIATION

Le compte de résultat 1999 de l'association est arrêté avec un excédent de 9 785 073 F., soit 27,60 % des dépenses.

Celle-ci s'élèvent à 35 484 277 F., dont 11 299 401 F. de frais de personnel.

Les recettes sont comptabilisées à hauteur de 45 269 300 F. , dont 5 578 894 F. de financements publics et parapublics.

Au 31 août 1999, la trésorerie nette est négative de 4 886 750 F , soit 56 jours de fonctionnement.

Le fonds de roulement net global est déficitaire de 29 191 902 F., eu égard à 84 870 472 F. d'engagements liés à la réalisation du complexe immobilier. Ce déficit est couvert par une capacité financement à court terme de 37 262 706 F. dégagée sur le cycle d'exploitation.

IV/ FINANCEMENT DE L'ACTION

1 / Subvention d'équipement

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Ville de Paris (S.E.M.A.V.I.P.), chargée de l'aménagement de la ZAC Manin Jaurès, a donné à bail à construction le terrain formant l'assise du complexe, pour une durée de 50 ans.

Le permis de construire a été délivré le 27 juillet 1993.

Coût de la construction de la crèche

Le coût global de l'opération, exposé dans la garantie d'emprunt et attesté par l'association, s'élève à 67,941 MF. dont 8, 72 MF. pour la partie crèche.

Calcul de la subvention d'équipement

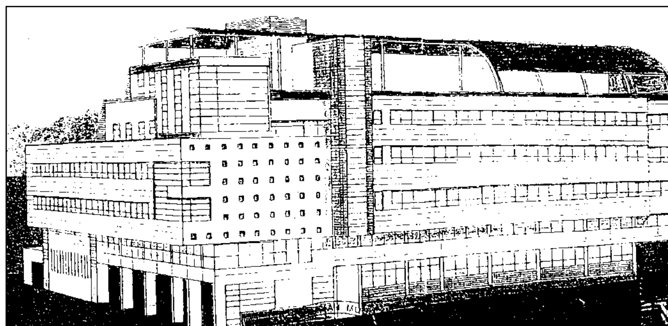
L'aide financière apportée par la Ville de Paris pour la construction de la crèche peut être proposée sur la base du taux de 40%, soit :
8,72 MF. X 40% = 3 488 000 F.
Arrondi à **3 500 000 F.**

2/ Financement du fonctionnement de la Crèche

En ce qui concerne le fonctionnement de la crèche, je soumets à votre accord un projet de convention et vous propose l'octroi d'une subvention exceptionnelle d'un montant de **875 260 F.**

ont déjà bénéficié d'avantages énormes puisque le terrain leur a été concédé gratuitement pour cinquante ans et qu'ils ont déjà bénéficié d'aides énormes et de garanties d'emprunts (se reporter à *F&D* 31 où est publié l'octroi de la garantie de la Ville de Paris d'un prêt de 20 millions de F, venant s'ajouter à 10 millions déjà couverts).

Pour les Loubavitch, Jean Tibéri a eu toutes les tendresses. Le 19 novembre, en présence de plus de 3 000 personnes, dont le Grand Rabbin **Klein** de New York (ancien secrétaire particulier du Rabbi de Loubavitch), le président du CRIF, Me **Serge Hajdenberg**, ou le Grand Rabbin de France **Joseph Sitruk**, il inaugurait, sous de chaleureux « mazeltov », « le plus grand complexe scolaire juif orthodoxe d'Europe » (*Le Parisien*, 20 novembre 2000), le Beth Haya Mouchka, avec une école non mixte de deux mille places, mais aussi une crèche de quatre-vingts berceaux (concernée par l'accord reproduit ici), une salle des fêtes, une synagogue, etc. Comme devait le préciser le même quotidien, le projet n'avait pu aboutir que grâce à la Ville de Paris puisqu'en 1994, une subvention du conseil régional pour ce complexe totalement privé avait été refusée par le conseil régional, faute des voix de gauche et du Front national. « C'est le maire de Paris qui, l'année suivante, a réussi à faire voter une garantie de 10 millions de F afin de finaliser cet important projet ». On ajoutera que cette garantie fut également dégagée grâce au soutien sans faille du maire socialiste du XIXe arrondissement, Roger Madec. Comme on le voit, le journal est en dessous de la réalité puisque cette garantie a été suivie par nombre d'autres avantages financiers très substantiels. Et particulièrement risqués pourtant, lorsqu'on constate l'inquiétant déficit financier de l'association Loubavitch (cf le document).



Dépendant des Loubavitch, le plus grand complexe juif orthodoxe d'Europe n'a pu être construit que grâce au soutien sans faille de la mairie de Paris, particulièrement de Jean Tibéri.

3) En septembre 2000, Jean Tibéri faisait encore voter une subvention exceptionnelle d'équipement de 800 000 F à la SCI (privée) du 119, Rue Lafayette dans le Xe arrondissement de Paris, c'est-à-dire un immeuble flambant neuf qui abrite le Centre communautaire-Maison communautaire juive de Paris, contrôlé par le Centre communautaire proprement dit et le Fonds social juif unifié, qui le fonda en 1963. Bien que disposant de plus de 2 000 donateurs et membres cotisants (et de personnalités particulièrement brillantes ou influentes puisque sont cités le Prix Nobel **Elie Wiesel**, l'ancien ministre et ex-présidnte du Parlement européen **Simone Veil** ou l'ancien grand rabbin **René-Samuel Sirat**) et fréquenté par près de 5 000 personnes par semaine, cet organisme privé, qui est par ailleurs « le premier centre en Europe

MAIRIE DE PARIS

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

AC-00-0330

OBJET : Attribution d'une subvention d'équipement exceptionnelle à la SCI 119 rue La Fayette, au titre de l'association Centre Communautaire-Maison Communautaire Juive de Paris. (X00241)

Budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2000, nature 6745, rubrique 33, ligne E002

Conseil du 10ème arrondissement **800.000F**

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le Centre Communautaire Juif, parrainé dès l'origine, en 1963, par Elie WIESEL, Simone VEIL, René Samuel SIRAT et le Père Jean DUJARDIN, entre autres, a été créé à l'initiative du *Fonds Social Juif Unifié*. Dès son ouverture, il a joué un rôle important dans l'accueil et l'intégration des familles arrivées d'Afrique du Nord, en permettant la rencontre entre la communauté juive déjà installée à Paris et celles qui y arrivaient. Le centre a permis de créer un lieu ouvert à tous et convivial. Au fil des années, ce caractère s'est renforcé. Le *Centre Communautaire-Maison Communautaire Juive de Paris* est devenu un véritable carrefour, un lieu privilégié de rencontres et de dialogue pour les 350.000 juifs, qui résident en Ile-de-France, dont 200.000 dans Paris intra-muros. Ce centre compte actuellement plus de 2000 adhérents et donateurs et, c'est près de 5000 personnes qui le fréquentent désormais chaque semaine.

DOSSIER

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES — Date : 04/09/2000

FICHE DE PRESENTATION

Subvention d'équipement

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU 119, rue Lafayette

Centre Communautaire – Maison Communautaire juive de Paris)

AC. : 00-0330 (X00241/P. 00-1841)

1 - PRESENTATION GENERALE

• Présentation synthétique (objet, modalités d'intervention, etc...) et de son activité

Le Centre Communautaire Juif, parrainé dès l'origine, en 1963, par Elie WIESEL, Simone VEIL, René Samuel SIRAT et le Père Jean DUJARDIN, entre autres, a été créé à l'initiative du Fonds Social Juif Unifié. Dès son ouverture, il a joué un rôle important dans l'accueil et l'intégration des familles arrivées d'Afrique du Nord, en permettant la rencontre entre la communauté juive déjà installée à Paris et celle qui y arrivaient. Le centre a permis de créer un lieu ouvert à tous et convivial. Au fil des années, ce caractère s'est renforcé. Le Centre Communautaire-Maison Communautaire Juive de Paris est devenu un véritable carrefour, un lieu privilégié de rencontre et de dialogue pour les 350 000 juifs, qui résident en Ile-de-France, dont 200 000 dans Paris Intra-muros. Ce centre compte actuellement plus de 2000 adhérents et donateurs et, c'est près de 5000 personnes qui le fréquentent désormais chaque semaine.

- Argumentaire de présentation de la demande de subvention, et de sa pertinence au regard des missions communales ou départementales

La Société Civile Immobilière du 119 rue Lafayette, acquise en 1998 par le Centre Communautaire-Maison Communautaire Juive de Paris, a permis de reloger ce centre, qui touche une communauté parisienne importante, dans des conditions correspondant mieux au développement de ses activités ainsi qu'aux normes de sécurité. Elle a assuré la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'aménagement des nouveaux locaux. La Ville de Paris à participer à hauteur de 5 MF à cette opération en 1997. Toutefois, des besoins complémentaire de financement sont apparus cette année, la commission de sécurité ayant demandé des travaux complémentaires concernant notamment l'électricité, l'alarme, la signalétique.

2 - PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION

Nom : **S.C.I. du 119 rue Lafayette**

Adresse : 119, rue Lafayette, 75010, Paris

Président : Monsieur Edmond ELAFOUF

Objet : La société a exclusivement pour objet l'acquisition, la rénovation, la reconstruction, la division par lots ou par appartements, la location, la gestion par tous moyens appropriés, et ce, limité exclusivement aux biens immobiliers, sis à 75010 Paris – 117-119 rue Lafayette.
La société pourra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet social, à condition que ces opérations soient compatibles avec la forme civile de la Société.

3 - PRESENTATION FINANCIERE DE L'ASSOCIATION

• Analyse de la situation financière de l'association

- Bilans et comptes 1999

Actif :	- immobilisation corporelles (immeubles)	20 590 055 F
	- créances diverses	3 551 814 F
Passif :	- dettes à court et moyen terme (emprunts)	17 486 045 F
	- fournisseurs	1 268 548 F
	- dettes sociales et fiscales	1 478 525 F

Résultat courant : - 284 464 F

En 1999, la SCI A reçu de la RIF, une subvention au titre des travaux de 3 483 765 F

- Situation 2000

- les dettes sont constituées d'emprunts et de prêts à long terme pour un total de 10 MF, et dont 8 MF seront couverts par des subventions du Fonds et, de dettes à cours terme aux entreprises de travaux de l'ordre de 2,5 MF ;
- la taxe de 125 000 F pour insuffisance de parking, due à la Ville, a été réglée en 1999 ;
- la taxe de surdensité, ramenée à 1,6 MF, après un permis de construire modificatif, fait l'objet d'un règlement étalé sur 4 ans, en accord avec le comptable public, à raison de 100 000 F par trimestre ;
- le découvert de trésorerie de la S.C.I. est de l'ordre de 850 000 F, pris en charge par un découvert bancaire à 5,4 %.

Toutefois, des besoins complémentaires de financement sont apparus cette année et plusieurs types d'équipement restaient à régler, la commission de sécurité ayant demandé des travaux complémentaires : il s'agit notamment de travaux d'électricité, d'alarme, de signalétique ; par ailleurs, la sonorisation des salles doit être améliorée.
Les responsables du Centre Communautaire ont lancé une nouvelle collecte auprès de leurs adhérents, mais ils ont sollicité à nouveau le soutien de la Mairie de Paris pour terminer leur programme et payer rapidement les entreprises.

• Analyse financière de la demande de subvention

Montant de la subvention demandée : 918 334,05 F
Montant de la subvention proposée : 800 000 F

Détail des travaux réalisés ou en cours de réalisation :

EQUIPEMENTS REALISES		
Nature de la prestation	**Nom du fournisseur**	**Montant de la facture**
Sonorisation	BOSE	352 058,05 F
Alarme et sécurité	MEDIA ALARME	45 770,00 F
Bibliothèque et menuiserie	RINCK	142 400,00 F
Total		**540 228,05 F**
TRAVAUX COMPLEMENTAIRES EN COURS DE REALISATION (DEVIS)		
Nature de la prestation	**Nom du fournisseur**	**Montant de la facture**
Sonorisation (complément)	BOSE	19 602,00 F
Electricité, ventilation, menuiserie	DENOYERS FREDERIC	88 644,00 F
Signalétique	TECHNILAND	52 860,00 F
Bibliothèque (2ème étage)	RINCK	67 000,00 F
Salle Multimédia, aménagement intérieur (estimation)		150 000,00 F
Total		**378 106,00 F**
	TOTAL	**918 334,05 F**

Le Centre Communautaire est un lieu d'études juives : un enseignement universitaire pour tous y est dispensé en collaboration avec le Consistoire de Paris. Aini, sont organisés des tables rondes, des rencontres, des expositions, des colloques, par exemple sur les thèmes comme la bioéthique ou le dialogue judéo-chrétien, et projetés des films, organisées des représentations théâtrales. Il s'agit, par ailleurs, du premier centre en Europe pour l'enseignement de l'hébreu moderne aux adultes. Le centre apporte, enfin, une aide financière à plus de 400 familles habitant Paris. C'est ainsi que son rôle social, culturel, éducatif est devenu essentiel pour des milliers de parisiens.

Ces actions ne pourraient perdurer et se développer sans l'aide du *Fonds Social Juif Unifié* ,qui a contribué, jusqu'à ce jour, au financement des locaux; notamment en 1996, lorsqu'il a fallu faire aboutir le relogement du Centre Communautaire, les locaux dans lesquels il se trouvait étant devenus impropres au maintien et au développement de ses activités et posant de graves problèmes de sécurité. Je vous rappelle que vous avez accepté, par votre délibération du 20 octobre 1997, de participer, à hauteur de 5 MF, à l'opération d'acquisition de l'immeuble du 119 rue Lafayette, où le centre a pu s'installer, après travaux, il y a quelques mois.

La Société Civile Immobilière du 119 rue Lafayette acquise à cet effet ,en 1998, propriétaire des lieux, a assuré la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux : elle est constituée de parts détenues à 60% par *Le Centre Communautaire-Maison Communautaire Juive de Paris* et à 40% par *Le Fonds Social Juif Unifié*. Un compte courant règle les relations financières entre les deux entités.

La situation de l'opération ne posait pas de problèmes jusqu'à présent et la situation de la SCI est saine. En effet :

- les dettes sont constituées d'emprunts et de prêts à long terme pour un total de 10MF, dont 8MF seront couverts par des subvention du Fonds et, de dettes à court terme aux entreprises de travaux de l'ordre de 2,5MF;
- la taxe de 125.000F pour insuffisance de parking, due à la Ville, a été réglée en 1999;
- la taxe de surdensité, ramenée à 1.6MF, après un permis de construire modificatif, fait l'objet d'un règlement étalé sur 4 ans, en accord avec le comptable public, à raison de 100.000F par trimestre;
- le découvert de trésorerie de la SCI est de l'ordre de 850.000F, pris en charge par un découvert bancaire à 5,4%

Toutefois, des besoins complémentaires de financement sont apparus cette année et plusieurs types d'équipement restaient à régler, la commission de sécurité ayant demandé des travaux complémentaires : il s'agit notamment de travaux d'électricité, d'alarme, de signalétique; par ailleurs, la sonorisation des salles doit être améliorée.

Les responsables du Centre Communautaire ont lancé une nouvelle collecte auprès de leurs adhérents, mais ils estiment à 1.000.000F l'aide indispensable pour terminer leur programme et payer rapidement les entreprises, et ont solicité à nouveau le soutien de la Mairie de Paris.

Compte tenu de l'intérêt et de la qualité des services et des prestations rendus par ce centre à une communauté parisienne importante, en faveur des jeunes de tous les quartiers qui se voient offrir des formations et des animations, et du rôle culturel, éducatif et social joué par lui, dans un esprit d'ouverture et d'accueil remarquable, je vous propose d'attribuer à la *SCI 119 rue Lafayette*, maître d'ouvrage de cette opération, une subvention exceptionnelle d'équipement de 800.000F, permettant d'aboutir ce beau projet

Je vous demande, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

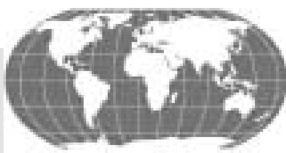
Le Maire de Paris



Cette rare photo, qui n'est pas parue dans le Bulletin municipal de la Ville de Paris mais dans Actualité juive *(30 novembre 2000) montre Jean Tibéri devant la plaque d'inauguration, rappelant le « soutien de la Ville de Paris » à la construction du complexe Beth Aya Mouchka, « dédié à la Rabbanit Haya Mouchka, épouse du Rabbin de Loubavitch ».*

pour l'enseignement de l'hébreu moderne aux adultes », devait semble-t-il cruellement manquer de fonds, puisque, lorsqu'il décida de s'agrandir et de déménager en 1996, la mairie de Paris décida dans un premier temps de verser 5 millions de F (délibération du 20 octobre 1997), venant s'ajouter à une subvention de la Région Ile-de-France de 3 483 765 (référencée dans le document sous l'abréviation incompréhensible « RIF »). Soit près de 10 millions de F versés par les contribuables parisiens ou d'Ile-de-France. A noter que plusieurs autres facilités devaient être accordées : accord pour une insuffisance de parkings dans ce quartier pourtant déjà surchargé et surdensification pour la construction qui provoqua un permis de construire modificatif. Bref, comme le dit le maire « un beau projet « réalisé « dans un esprit d'ouverture et d'accueil remarquable ».

ETRANGER



100 000 DM

Afin d'éradiquer le nationalisme en Allemagne, le gouvernement social-démocrate de **Gerhard Schrœder** va utiliser une méthode inédite : la corruption. Pour ce faire, le ministre de l'Intérieur **Otto Schilly** a mis au point un plan ambitieux visant par tous les moyens à pousser les *skin-heads* et autres « néo-nazis » (c'est-à-dire par exemple les membres du parti légal NPD), et plus particulièrement leurs dirigeants (environ 350), à abandonner le milieu d'extrême droite et à faciliter leur reclassement, notamment professionnel : ligne téléphonique d'assistance anonyme, psychologues et programmes de « dénazification », facilités pour obtenir un logement ou un travail, et même argent. Le budget total dégagé s'élève à 100 000 DM par « extrémiste ».

Pardon

La grâce accordée par l'ex-président **Bill Clinton** au multi-milliardaire escroc **Marc Rich**, par ailleurs très gros donateur du Parti démocrate (et des Clinton en particulier), a largement éclipsé celle d'un autre Américain-Israélien, **Al Schwimmer**… réfugié en Israël depuis 50 ans. Cet ancien pilote de l'US Air Force, qui avait monté sa propre compagnie d'aviation, joua un rôle majeur, mais méconnu, durant la guerre israélo-palestinienne de 1948 : en violation complète avec la législation américaine et l'embargo sur les armes à destination du Moyen Orient, il engagea secrètement des pilotes afin d'organiser un discret pont aérien entre les Etats-Unis et Israël pour convoyer tant des armes et des munitions que des avions de combat démilitarisé vers la Tchécoslovaquie, où ils étaient rapidement remilitarisés, en particulier en bombardiers afin de terroriser les populations civiles palestiniennes et arabes. Finalement condamné *in abstentia* aux Etats-Unis, il s'installa en Israël, où il créa, avec l'appui de **David Ben Gourion**, la Société de construction aéronautique israélienne.

Etats-Unis et IIIe Reich

Contrairement à ce qu'ont suggéré les articles relatifs aux marchés allemands d'IBM, loin d'être un secret, les relations commerciales étroites (et normales) entre l'Allemagne nationale-socialiste, au moins jusqu'en 1941, et les industriels américains ont été étudiées de longue date aux Etats-Unis, notamment dans les milieux antimondialistes et nationalistes américains. On citera notamment *Trading with the Enemy* de **Charles Igham** (1983), *The Splendid Blon Beast : Money Law and Genocide in the Twentieth Century* de **Christopher Simpson** (1993), *Blowback* de **Simpson**, **Weidenfeld** & **Nicholson** (1998), *The Secret War Against the Jews* de **John Loftus**, etc. Comme le sujet paraît porteur, plusieurs enquêteurs se sont déjà attelés aux relations d'affaires qu'auraient pu avoir la famille de **George W. Bush** avec le IIIe Reich (voir notamment *www.konformist.com* et *http://Baltech.org/lederman.spray/*)

CIA

Les services secrets américains viennent d'ouvrir, sur leur site officiel, un département destiné aux enfants, où ces derniers pourront se familiariser avec les codes secrets et les armes secrètes des espions (du stylo-micro au parapluie bulgare), voir les photos et des extraits de films des principaux acteurs ayant joué des rôles d'espions, ou s'informer sur les dangers des drogues.

IBM

L'animosité d'**Edwin Black** envers IBM, à qui il vient de consacrer un ouvrage sur ses relations d'affaires en Allemagne, durant le IIIe Reich, a des origines très personnelles : au début des années 90, Black éditait plusieurs revues d'informatique principalement axées sur le produit-phare d'IBM, l'*OS/2*, qui tentait de concurrencer *Windows* de Microsoft. Lorsqu'en 1995-1996, la production des OS/2 fut interrompue brutalement, Black dut fermer ses deux principaux magazines, *OS/2 Professionnal* et *OS/2 Week* et fermer boutique.

Nahum Kurman, colon juif, reconnu coupable d'avoir battu à mort un enfant palestinien, a été condamné le 21 janvier dernier, par un tribunal israélien, à six mois de travaux d'intérêt général.

▶ Donné comme moribond (par manque de moyens financiers), *One Nation*, le parti nationaliste de **Pauline Hanson** qui avait émergé en 1998 en augmentant de plus de 10% des suffrages, vient d'effectuer un retour inattendu en obtenant 9,4% en Australie du sud et jusqu'à 20% dans certaines zones rurales. Des scores qui ne lui permettent par toutefois d'obtenir d'élu dans cet Etat.

▶ Nouveau porte-parole de la Maison Blanche, **Ari Fleischer**, issu d'une famille de Juifs démocrates new-yorkais, appartient à la secte juive des Loubavitch. Son « directeur de conscience » est le rabbin **Levi Shemtov**, directeur des Amis américains du mouvement loubavitch.

▶ *L'Industrie de l'Holocauste*, l'essai critique envers les « professionnels/profiteurs de la Shoah » du sociologue américain **Norman Finkelstein**, est n° 1 des ventes d'*Amazon.com* en Amérique du Sud, en Allemagne et en Autriche, n° 3 en Suisse, n° 4 en Amérique centrale et n° 5 en Jordanie. On trouvera des milliers de réactions et articles de presse, ainsi que les principaux textes de ses entretiens et de ses conférences sur le site de Finkelstein : *www.normanfinkelstein.com*

▶ Le gouvernement indien est en passe d'interdire *Fashion TV*, chaîne de télévision mondiale consacrée à la mode, pour cause de « vulgarité ».

▶ A la suite des pressions de l'association Enfants de l'holocauste, les trois principaux fournisseurs d'accès suisses (Swisscom, Sunrise/Diax et Tiscalinet) bloquent désormais l'accès à la plate-forme américaine *www.front 14.org*, qui abrite 754 sites nationalistes, suprémacistes, etc...

▶ Adoptée la semaine dernière, la nouvelle loi britannique sur l'informatique assimile désormais les *hackers*, ces petits génies qui s'introduisent dans vos ordinateurs, à des terroristes. Ils pourront désormais être perquisitionnés et détenus 48 heures sans commission rogatoire.

▶ Afin de mieux contrôler encore la population palestinienne, Tsahal vient d'acquérir 24 nouveaux hélicoptères *Black Hawk*, auprès de l'avionneur Sikorsky pour un montent de 200 millions de $… intégralement offerts à Israël par le biais des crédits militaires américains. Signé en janvier par **Bill Clinton** juste avant son départ, le nouvel accord israélo-américain prévoit une augmentation de cette aide de l'ordre de 60 millions de $ par an, pour atteindre 2,4 milliards de $ en 2008 (plus l'aide civile qui s'élève annuellement en ce moment à 1,2 milliard de $).

▶ Flicage européen. Afin, officiellement, de favoriser la circulation de la main d'œuvre en Europe et identifier plus facilement les délinquants, la Commission européenne travaille actuellement à l'établissement d'un numéro d'identité européenne, unique pour chaque individu. Les premiers essais seront effectués en 2005.

POLITIQUE

► Après la communauté juive (cf pages 6 et 7 et nos précédents n^{os}), **Jean Tibéri** tente désormais sans doute de grappiller des voix auprès de la communauté guadeloupéenne de la capitale.



Jean TIBERI
Maire de Paris

vous convie à la cérémonie de dévoilement

d'une plaque commémorative de l'abolition de l'esclavage
en salle des Prévôts

le lundi 5 mars 2001, à 17 heures

à l'issue, la statue " La Victoire "
du sculpteur guadeloupéen Yvan MASTON
sera présentée sur le parvis de l'Hôtel de Ville

Cette invitation valable pour deux personnes sera demandée à l'entrée

Entrée : 3 rue de Lobau Paris 4ème

✷ Le serveur *Internet* de l'Institut des sciences cognitives (dépendant du CNRS et de l'Université Claude Bernard de Lyon) vient d'être fermé, à la suite d'une plainte du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples : son *Dictionnaire des synonymes* en ligne, établi scientifiquement et statistiquement d'après la littérature actuelle et des siècles passés, n'était pas censuré dans un sens « politiquement correct ». A la requête « nord-africain », le dictionnaire délivrait entre autres « bicot », « bougnoul » et « raton ». Tandis que « juif » pouvait aboutir à « usurier » et, scandale entre les scandales, « catholique » pouvait donner « bon », « fidèle », « généreux » et même « chrétien ». Si la plainte du Mrap aboutit, on, peut s'attendre à une censure de la quasi-totalité des écrits antérieurs aux lois antiracistes.

► A Reims, tant la tête de liste socialiste, **Adeline Hazan**, que son challenger de « droite » Jean-Claude Thomas ont donné leur accord à l'Association de la mosquée et centre islamique de Reims à la construction d'une mosquée, avec école islamique intégrée, sur un terrain de 12 000 m^2 appartenant à la ville.

► Directeur du marketing du Conseil régional PACA (dirigé par le PS), **Daniel Sperling**, qui n'en figure pas moins sur la liste de **Guy Teissier**, député-maire Droite libérale du V^e arrondissement de Marseille (et ancien du Parti des forces nouvelles), est un militant communautaire : Directeur des Eclaireurs juifs de la région PACA en 1987-1988, il a été à l'origine du Festival international de la culture juive et du cinéma juif de Marseille. Elu au comité directeur du CRIF régional puis au Consistoire israélite de Marseille, il était jusqu'à ces derniers jours vice-président de la radio juive de Marseille.

► Après **Charles Pasqua**, c'est **Philippe de Villiers** qui voit ses colistiers le quitter : **Georges Berthu**, **Elisabeth Montfort**, **Nicolas Thomas-Mauro** et **Alexandre Varaut** viennent de quitter Union pour l'Europe des nations pour rejoindre le groupe des non-inscrits.

General Motors

« Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique. » Pour la première fois depuis des années, la firme automobile ne figure plus en tête du classement de *Fortune* (qui sera publié le 16 avril prochain) des plus grandes entreprises américaines. Avec un chiffre d'affaires de 183 milliards de $ en 2000, GM figure nettement derrière Exxon-Mobil qui a réalisé un chiffre d'affaires de 237,7 milliards de $ et Wal-Mart qui dépasse les 190 milliards. Depuis que le magazine économique a débuté, en 1954, son classement des 500 principales entreprises US, le constructeur automobile a figuré en première place à 36 reprises, ne cédant le pas qu'à Exxon en 1974-1976 et 1979-1984, lorsque les prix du pétrole augmentèrent très vite. Elle n'avait jamais figuré, comme cette année, en troisième place. GM a pourtant augmenté sa pénétration du marché chinois et russe mais perdu des parts de marché aux Etats-Unis au profit des constructeurs européens et asiatiques. Exxon-Mobil, résultat en 1999 de la fusion des deux géants du pétrole, a nettement profité de l'augmentation des prix du brut et de l'essence. Quant à Wal-Mart, dont le siège est à Bentonville dans l'Arkansas, il s'agit de la traditionnelle *success-story* à l'américaine : une colossale chaîne de grandes surfaces et de supermarchés créés à partir d'une modeste épicerie. Ayant toujours un taux de développement supérieur à 10 % par an, elle a prévu d'ouvrir 365 magasins en 2001, dont 180 grandes surfaces.

► Le socialiste **Bertrand Delanoë**, s'il est élu maire de Paris, a l'intention de revoir complètement le système de rémunération des élus (mis en place par **Jacques Chirac** afin de « tenir les élus », toutes tendances confondues). Les conseillers de Paris perçoivent actuellement une double indemnité : 11 245,67 F au titre de conseiller général et 9 184,75 F comme conseiller municipal, soit 20 430,42 F brut. S'y ajoutent 3 000 F pour les maires d'arrondissement et les 44 adjoints au maire de Paris (qui disposent en outre automatiquement d'une voiture avec chauffeur, tout comme les vingt maires d'arrondissement et les présidents des groupes municipaux). Existent en outre dix postes de vice-président du conseil général (3 000 F de plus), vingt présidences de sociétés d'économie mixte (100 000 F annuels), une soixantaine de sièges d'administrateurs de SEM ou de syndicats intercommunaux (oscillant entre 9 200 F à 52 000 F par an). Plus de la moitié des conseillers de Paris dispose d'une voiture avec chauffeur, sans compter les appartements dépendant du domaine privé de la Ville de Paris (IV^e et VI^e arrondissements) dévolus aux élus, les permanences politiques, etc.

► **Dominique Strauss-Kahn** devrait prochainement réapparaître sur la scène politique nationale. Très certainement réélu comme maire-adjoint de Sarcelles (il figure en seconde place sur la liste du maire sortant), il se présentera prochainement à l'élection législative dans la 8^e circonscription du Val-d'Oise, sa suppléante, **Raymonde Le Texier**, ayant donné sa démission parce que « ce serait du gâchis que de laisser un homme de sa trempe sur la touche ». Deux autres élections partielles devraient être organisées en même temps, celle de la 1re circonscription de la Haute-Garonne, vacante depuis la nomination de **Dominique Baudis** à la présidence du CSA, et de la 8^e circonciption de des Alpes-Maritimes, depuis le décès de **Louise Moreau** dont le suppléant est également décédé.

KIOSQUE

A la suite de la pétition lancée par les journaux de la presse nationaliste en faveur de *Présent* (*F&D* 102), le directeur du service d'attribution des subventions aux quotidiens à faibles ressources publicitaires **Christian Phéline** s'est décidé à répondre officiellement à *Présent* (cf présent du 14 février). Le refus d'accorder des subsides à *Présent*, à la différence de *La Croix* et de *L'Humanité*, ne serait plus politique mais porterait sur un problème purement comptable : le prix de vente au numéro en kiosque.

► L'hebdomadaire *Minute*, principalement diffusé par abonnement, serait en passe d'être une nouvelle fois vendu.

► Alors que *L'Unité normande*, organe du Mouvement normand, vient de sortir son 241e numéro, cette revue vient de se voir retirée la commission paritaire et tous les avantages afférents (Mouvement normand, Le Gab, Les Bruyères, 27290 Ecaquelon).

► Le prochain tour de table de *L'Humanité*, qui a encore perdu la bagatelle de 50 millions de F en 1999, comprendrait de « grands patrons », principalement d'entreprises publiques, fortement sollicités de taper dans la poche des contribuables : on y trouverait **Arnaud Lagardère**, **Charles Milhaud** (Caisses d'épargne), **Patrick Le Lay** (TF1), **François Roussely** (EDF), **Pierre Bergé** (Yves Saint Laurent), etc.

► En fait, **Lagardère** a été prié par **Robert Hue** (cf notamment *Capital*, février 2001) de renflouer le quotidien communiste en échange de quoi la CGT du Livre ne s'opposerait que mollement à la suppression de 797 postes aux NMPP (dont Lagardère détient 49% du capital). Quant à François Roussely, il doit compter avec sur la puissante CGT. Comme l'entreprise publique n'a aucune raison d'investir dans un journal, elle devra créer une fondation en faveur de la presse… qui investira du même coup également dans *La Croix* (et pourquoi pas dans *Présent*?).

► L'Association des Amis du Monde diplomatique, qui contrôle le capital du mensuel marxiste et antimondialiste *Le Monde diplomatique* (dont le père tutélaire demeure **Ignacio Ramonet**, journaliste d'origine espagnole), vient de se doter d'un président espagnol, **José Vidal-Beneyto**. Antifranquiste rabique, il dirige l'Ecole des hautes études européennes à la Sorbonne et le département Education, science et culture du Conseil de l'Europe. Conseiller de l'Unesco, il est le bras droit d'**Edgar Morin** à l'Agence européenne de la culture.

► Le nouvelle vice-présidente du Centre d'accueil de la presse étrangère, organisme étatique fondé en juin 2000 pour accueillir et renseigner les journalistes étrangers à Paris, est nettement orientée à gauche : **Nina Mitz** a été conseiller technique pour la presse et la communication internationale depuis 1997 des ministres successifs de l'Economie et des Finances, **Dominique Strauss-Kahn**, **Christian Sautter** et **Laurent Fabius**.

► Exclusivement diffusée sur *Internet*, *Radio-Silence* (*www.radio-silence.org*) se renforce avec l'arrivée de **Serge de Beketch** (*Emission incorrecte*) et de **Pierre de Villemarest** (*Ce que l'on ne vous dit pas*).

► **Laurent Seksik**, **Jacques Braunstein**, **Nicolas Rey** et **Charles Pépin**, responsables « livres » de la revue « branchée » *Teknikart* (qui est en train de devenir ce que sont *Les Inrockuptibles* pour la musique), animent également l'émission littéraire *Préface* sur *Télévision française juive*, (seulement accessible avec le câble).

► A noter que cette télévision communautaire (dont l'émission-phare est le *Rabbi Jacky Show* !) prétend n'être « pas engagée » dans le conflit au Proche Orient et présenter un « bilan équilibré » : pas un seul Palestinien n'y a jamais été invité, ce qui est évidemment le comble même de l'objectivité.

► Le semestriel *Dissidences*, qui paraît depuis 1997, est un « bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires ». Extrêmement fouillé et non sectaire (même si les auteurs sont en général « engagés »), il fait le point sur la plupart des travaux universitaires et les livres portant sur l'extrême gauche, principalement française. C'est ainsi qu'on y apprend par exemple l'existence de plusieurs doctorats ou DEA sur la Ligue communiste (**Jean-Gillaume Lanuque**, Appartement 107, entrée 3, 13 rue de Malzévillen, 5000 Nancy et *www.dissidences.net*)

► Le n° 52 de *Nouvelle Ecole* (41 rue Barrault, 75013 Paris), la revue de la Nouvelle Droite animée par **Alain de Benoist**, a pour thème central le christianisme, avec plusieurs articles érudits sur les frères de jésus, Jésus sous l'œil critique des historiens, la persécution contre les païens, etc. Outre des notes de lecture portant presque exclusivement sur des livres étrangers, on y trouve également une importante étude de **Philippe Baillet** sur la communauté *new-age* (avant l'heure) de Monte Verita en Italie (1900-1920).

► Sortie du n° de printemps d'*Eléments*, qui offre une réponse à la mondialisation sous la forme du « localisme » (« penser globalement, agir localement »). Nombreuses notes d'actualité et de lecture, ainsi que des articles de qualité comme *Les Paradoxes de la Collaboration* d'**Alain de Benoist** ou *Le Polar français a-t-il encore une âme?* (41 rue Barrault, 75013 Paris).

► Lancement d'un *Bulletin des associations*, qui fait mensuellement un point détaillé sur les différentes associations littéraires ou d'auteurs (avec photo du bulletin, coordonnées, entretiens, etc.) par Alteredit (215, avenue de la Division Leclerc, 92290 Châtenay-Malabry et *www.alteredit.com*). Par ailleurs, la Librairie Nicaise vient de publier un *Annuaire des associations d'amis d'auteurs 2001* (Librairie Nicaise, 145 Bd Saint-Germain, 75006 Paris. Tel. : 01 43 26 62 38).

► **Rémi Soulié** signe un court mais bel essai sur feu l'écrivain **Dominique de Roux**, *Les Châteaux de glace de Dominique de Roux*, aux éditions Les Provinciales (diffusées par L'Age d'homme).



KIOSQUE

► Assor BD est une courageuse maison d'édition identitaire normande spécialisée dans la bande dessinée, à la fois d'aventure et historique. On y trouve donc de bons titres pour la jeunesse, comme *L'Epte des Vikings aux Plantagnets* ou *Les Riches heures d'Arnauld de Bichancourt*, *La Saga de Bosi et Herraudr* ou *Tourmente sur Brutusvillies ci-devant Montivilliers* (la tourmente révolutionnaire dans la région havraise). Une initiative à soutenir (Assor BD, le Clos du parc, 76133 St-Martin-du-Bec. Tel. : 02 35 55 79 06).

► Très bel album, à la fois par la qualité du texte que par celle des photos, consacré à *Julien Gracq* par **Jean Pelletier** (collection *Vérité et légendes* aux Editions du Chêne).

► Editée à compte d'auteur et tirée à seulement 500 exemplaires vient de paraître en langue anglaise, l'histoire la plus précise et la plus complète de la Division Waffen SS Charlemagne, *Pour l'Europe, The French Volunteers in the Waffen SS* (350 pages, ouvrage relié cartonné grand format, bibliographie, etc.), ne comprenant malheureusement ni cartes, ni organigrammes et très peu de photos (chez l'auteur, **Robert Forbes**, 19 Blackhorse Close, Amersham, Bucks, HP6 6JE, Angleterre).

► Dans sa collection économique, sortie chez Encyclopaedia Universalis, d'un *Dictionnaire de la littérature française XXe siècle*, avec la biographie de 171 écrivains de langue française, les principales revues, etc. Quelques absences étonnantes comme **Henri Béraud** ou **Robert Poulet**, même si les écrivains de droite sont plutôt bien traités.

► Pour les éditions catholiques Résiac (BP 6, 53150 Montsûrs. Tel. : 02 43 01 01 26. A signaler leur très bon catalogue notamment pour la jeunesse), **Alain Mius** a collationné, sous le titre *Prier avec les saints*, 212 litanies invoquées dans les siècles passés pour obtenir les bienfaits des principaux saints patrons et protecteurs.

► Le mensuel catholique *La Nef* a réuni dans son nouveau hors-série, les textes de ses collaborateurs (**abbé Chanut**, **Christophe Geffroy**, **Christian Marquant**, **Catherine** et **Jean-Marie Paupert**, **Jacques-Noël Pérès**, etc.) sur *Le Christianisme des origines*, c'est-à-dire les Pères de l'Eglise, le début du monachisme, les hérésies des premiers siècles, l'origine des rites liturgiques, etc. (BP 73, 78490 Montfort l'Amaury. Tel. : 01 34 86 71 71).

► Les Amis de la Culture européenne (BP 31, 42009 Saint-Etienne cedex 2) viennent de sortir deux nouveaux ouvrages de **Robert Dun**, *Vers l'Europe retrouvée ou la mort !* (80 F) et *Une Vie de combat, cartouches intellectuelles* (120 F) où sont regroupés ses articles parus depuis une quarantaine d'années dans les revues les plus diverses (plusieurs index), ainsi qu'un CD, également intitulé *Une Vie de combat* où sont repris plusieurs textes (50F).

► Avec *Adios Tierra del Fuego*, qui sort chez Albin Michel, **Jean Raspail** retrace sans doute sa dernière visite à la terre de Feu, ces îles de l'extrême-sud américain, où il a situé nombre de ses meilleurs romans.

► Durant l'année 1999, **Alain de Benoist** a tenu pour la première (et sans doute unique) fois une espèce de carnet de route, mêlant jour après jour, réflexions, notes de lecture et aphorismes. L'Age d'homme vient de publier cette remarquable chronique, tant par sa tenue intellectuelle que par la clarté de sa langue, sous le titre *Dernière année*, et le sous-titre *Notes pour conclure le siècle*.

► La très importante exposition consacrée au cinéaste allemand **Fritz Lang** (*Metropolis, M. le Maudit, Les Niebelungen*), pour le 25e anniversaire de sa mort, à la 51e Berlinade, sera présentée en France, en 2002 au Centre Pompidou. De conviction nationaliste, il quitte finalement l'Allemagne en juilet 1933 après avoir refusé la direction du cinéma du IIIe Reich que lui proposait Goebbels.

► Sortie du catalogue annuel de Loompanics Unlimited, qui se proclame (et c'est sans doute exact pour les domaines qu'il traite) *The Best Book Catalogue in the World*. On y trouve en effet (en américain) aussi bien des ouvrages sur le crochetage de serrures que sur les fausses identités, les silencieux improvisés ou l'art de manier le poignard (PO Box 1197, Port Townsend, WA 98368, Etats-Unis et *www.loompanics.com*).

► Ceux qui s'intéressent aux questions migratoires aux Etats-Unis trouveront leur bonheur dans le catalogue de l'American Immigration Control Foundation (PO Box 525, Monterey, VA 24465 Etat-Unis et *www.cfw.com/~aicfndn*)

► Bien que très orienté, à signaler le documentaire *Le Terrorisme noir en Italie* de **Jean-Michel Meurice** sur *Arte* les 7 et 14 mars à 20 h 45.

► Décès, le 8 février, du philosophe **Raymond Polin**, ancien président de l'Académie des sciences morales et politiques. Membre de la droite de conviction, il s'était attaché à réhabiliter la pensée libérale (*La Création des valeurs*, *L'Obligation politique*, *Le Libéralisme, espoir ou péril*).

► Vendu 590 F aux Editions Honoré Champion (en CD-Rom-), le Dictionnaire de l'Académie française de 1694 est téléchargeable gratuitement sur le site Internet de l'université de Chicago : *humanities.uchicago.edu/ARTFL/projects/academie*. Par ailleurs, l'actuel *Dictionnaire de l'Académie française* est téléchargeable jusqu'à la lettre F à *http://zeus.inalf.fr/academie.html*

► Excellent site *Internet* français sur les *micro-chips* (puces implantées dans le corps humain pour un « contrôle total ») : *http://perso.respublica.fr/bibleetnombres/biochips.com*

► Sortie le 14 mars de *Stalingrad, Enemy at the Gate*, le film de **Jean-Jacques Annaud** (*L'Ours*, *La Guerre du feu*, *Sept ans au Tibet*). Comme il fallait s'y attendre, le film est déjà descendu en flammes par la critique pour non-conformisme.

► L'Imperial War Museum de Londres comprend une importante section film et vidéo (notamment les archives de la UFA), qui peuvent être visionné sur demande par les visiteurs (tel. 0171 416 5374 et *books@iwm.org.uk*).



POLITIQUEMENT INCORRECT



Deux poids, deux mesures. Le patron d'une revue qui avait édité, en 1999, après l'assassinat du préfet Erignac, un texte intitulé *22 raisons de dire merde aux Corse*, a été condamné le 21 février par le tribunal de Bastia à deux mois de prison avec sursis et 100 000 F d'amende pour « diffamation raciale ». En revanche, l'ancien directeur de l'hôpital de Mutzig (Bas-Rhin), qui avait déclaré à trois employés (de surcroît CGT !), « Vous, les Alsaciens, vous êtes les dignes représentants du IIIe Reich », n'a été condamné qu'à une amende de 2 000 F.

▶ Studieux. Incarcéré depuis novembre 1998 à Fleury-Mérogis, **Jean-Philippe Antolini**, militant indépendantiste corse, vient d'obtenir la mention « bien » pour son DEA sur *La Représentation des bandits corses dans les littératures corse et française*.

▶ Acculturation. Ces dernières semaines, à l'occasion d'achat de billets de train, la SNCF offrait gratuitement des mini-cartes de vœux, présentant les différentes manières dans le monde de se dire bonjour, à envoyer à ses amis, avec le slogan « A nous de vous faire préférer le train ». En voici deux exemples :



▶ Haine raciale. Les statistiques 1999 du FBI sur les crimes raciaux aux Etats-Unis ont conduit à l'arrestation de 2 030 Blancs et de 524 Noirs. Comparativement à la population, les Noirs commettent donc 1,5 fois plus de crimes raciaux que les Blancs. Cette violence est parfois « monocolore » : sur les 524 Noirs arrêtés, 89 Noirs l'ont été pour avoir attaqué d'autres Noirs, membres d'ethnies concurrentes.

Normalité. Dans le cadre de l'égalité sociale, la Ville de San Francisco est la première municipalité américaine à offrir désormais jusqu'à 50 000 $ à tout employé municipal souhaitant changer de sexe, en prenant 85% du coût de l'opération à sa charge. « Je pense que c'est une mesure politique vraiment importante » a jugé **Susan Stryker**, directeur exécutif de la Société californienne d'histoire gaie, lesbienne, bisexuelle et transsexuelle. La municipalité emploie actuellement une douzaine de transsexuels et estime à 35 le nombre de fonctionnaires susceptibles de bénéficier de la mesure la première année.

▶ Etonnant site américain où, jour après jour, sont recensées les phrases les plus débiles prononcées par le président **Georges Bush**, ou comment un crétin a l'air de gouverner le pays théoriquement le plus puissant du monde : *http://slatemsn.com/Features/bushisms/bushism.asp*

Montré du doigt. Le tribunal administratif de Munich a donné jusqu'à juillet à un ancien *skinhead* pour se faire ôter un tatouage sur l'index gauche représentant la rune de l'éclair, utilisé sous le IIIe Reich par la SS. Si le mécanicien n'obtempère pas, il sera condamné pour « port d'insigne interdit par la constitution ». Le doigt du repenti avait été remarqué par la justice il y a un an, lors de la comparution de son propriétaire comme témoin dans un autre procès.

Le département américain de l'Agriculture a décidé de réduire la taille des trous dans le gruyère et l'emmental importés de France ou de Suisse. Les trous devront donc maintenant mesurer au maximum 13/16e de pouce (2,06375 cm) pour les fromages « plutôt à gros trous » (*slight large eyed*). Pour les « petits trous » (*slight small eyed*), les choses se compliquent, car la « majorité » des trous ne devra pas dépasser 3/8e de pouce sans toutefois être inférieure à 1/8e de pouce (0,3715 cm).

▶ *Shalom*. Intitulé *Israël*, le dernier album du chanteur populaire **Chaabane Abdel Rehim** est en tête du hit-parade égyptien avec plus de 1,5 million d'exemplaires vendus en quelques mois. Chanson phare : *Je hais Israël et j'aime Amr Moussa*, en l'occurrence le ministre des Affaires étrangères très critique vis-à-vis d'Israël.

▶ Si le tribunal d'Annecy suit les réquisitions du procureur, la directrice d'une agence immobilière de cette ville sera condamnée le 6 mars à trois de prison et 10 000 F d'amende (plus des dommages et intérêts aux associations antiracistes), pour avoir fait figurer sur une annonce la mention suivante : « espaces verts, belle vue, ni noirs ni arabes » au bas d'une annonce de location d'appartements.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier.
© Faits & Documents 2000. Reproduction strictement interdite. E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 495 F (soutien : 650 F) ; 6 mois (10 nos) : 300 F ; 3 mois (5 nos) : 200 F.